

# JOURNAL DU DROIT INTERNATIONAL

paraissant tous les trois mois

FONDÉ EN 1874

CONTINUÉ DE 1923 à 1948

par  
EDOUARD CLUNET

par  
ANDRE-PRUDHOMME

Rédacteur en Chef :

**BERTHOLD GOLDMAN**

Professeur à la Faculté de Droit et des Sciences économiques de Paris

Publié avec le concours du  
CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Sous le haut patronage de

M. ANCEL, Conseiller à la Cour de Cassation.  
S. BASTID, Professeur à la Faculté de Droit de Paris.  
H. BLIN, Président de la 1<sup>re</sup> Section civile de la Chambre civile de la Cour de Cassation.  
R. DROUILLAT, Président de la 2<sup>e</sup> Section civile de la Chambre civile de la Cour de Cassation.  
P. GUILLOT, Président de la Chambre commerciale et financière de la Cour de Cassation.  
G. HOLLEAUX, Conseiller honoraire à la Cour de Cassation.  
P. LEPAULLE, Avocat à la Cour d'Appel de Paris.  
P. LOUIS-LUCAS, Doyen honoraire de la Faculté de Droit de Dijon.  
M. MARTIN, Conseiller d'Etat.  
J. MAURY, Doyen honoraire de la Faculté de Droit de Toulouse.  
M. PICARD, Professeur honoraire à la Faculté de Droit de Paris.  
R. PINTO, Professeur à la Faculté de Droit de Paris.

Secrétaire général de la rédaction

**PHILIPPE KAHN**

Chargé de Recherche  
au Centre National de la Recherche Scientifique

**EDITIONS TECHNIQUES S.A.**

123, rue d'Alésia  
PARIS (XIV<sup>e</sup>)

1968

## TABLE TRIMESTRIELLE

1968 (95<sup>e</sup> année). — 1<sup>re</sup> livraison. — Janvier, février, mars

### Doctrines

|   |   |
|---|---|
| La jonction au fond des exceptions préliminaires devant la C.P.J.I. et la C.I.J., par Jack LANG ..... | 5 |
|---|---|

### Variétés

|   |    |
|---|----|
| Le Comité français de droit international privé, par Pierre BELLET .... | 46 |
|---|----|

### Jurisprudence

#### BULLETIN DE JURISPRUDENCE FRANÇAISE,

|   |    |
|---|----|
| par P. AYMOND, J.-D. BREDIN, J. DEHAUSSY, A. LE TARNEC, J.-Ph. LÉVY, R. PINTO ..... | 55 |
|---|----|

#### Etat étranger.

|   |    |
|---|----|
| Reconnaissance. — République démocratique du Viet-Nam. — Statut de sa délégation générale en France ..... | 55 |
|---|----|

#### Etrangers (Conditions des).

|   |    |
|---|----|
| Activité commerciale — Nécessité d'une carte d'identité spéciale. Etranger binational tunisien et israélien. — Convention franco-tunisienne entraînant exemption de la carte. — Détermination de la nationalité effective ..... | 76 |
|---|----|

#### Immunité d'exécution.

|   |    |
|---|----|
| Délégation générale en France de la République démocratique du Viet-Nam. — Saisie-arrêt. — Validité (non) ..... | 55 |
|---|----|

#### Jugement étranger.

|  |    |
|--|----|
| Exequatur. — Appel d'un tiers en garantie (non) .....                            | 90 |
| Brevets étrangers. — Action en contrefaçon à l'étranger. — Exequatur (oui) ..... | 84 |

#### Nationalité.

|   |    |
|---|----|
| Personne de statut civil de droit local originaire d'Algérie. — Renonciation à ce statut. — Acquisition de la nationalité française. Ordonnance du 21 juillet 1962. — Conditions d'application. — Opposition du gouvernement français ..... | 70 |
|---|----|

#### O.C.D.E.

|  |    |
|--|----|
| Travaux immobiliers. — Marché conclu par l'Etat français, mandataire. — Nature des travaux. — Désignation d'un expert. — Compétence judiciaire ..... | 64 |
|--|----|

#### Propriété industrielle.

|  |    |
|--|----|
| Brevets étrangers. — Contrefaçon en France. — Action devant les tribunaux français (non) ..... | 84 |
|--|----|

#### Responsabilité civile.

|   |    |
|---|----|
| Délits et quasi-délits. — Accident. — Dépenses de la victime à l'étranger. — Dommages-intérêts en monnaie étrangère. — Conversion en francs français au jour de la décision ..... | 79 |
|---|----|

#### CHRONIQUE DE JURISPRUDENCE FRANÇAISE,

|   |    |
|---|----|
| par R. DAYANT, J. DEHAUSSY, Ph. KAHN, J. RIBETTES-THILLET ..... | 95 |
|---|----|

#### Conflit de juridictions.

|   |     |
|---|-----|
| Contrat de travail. — Conclusion du contrat en France. — Exécution à l'étranger. — Litige. — Tribunal compétent ..... | 103 |
|---|-----|

|   |     |
|---|-----|
| <b>Contrat,</b>   |     |
| Loi applicable. — Bail à loyer conclu entre Français. — Immeuble sis en Algérie. — Loi française .....  | 100 |
| Paiement. — Loi applicable .....  | 102 |
| <b>Exequatur,</b>   |     |
| Conseil de famille. — Délibération. — Non .....   | 107 |
| <b>Jugement étranger,</b>   |     |
| Divorce. — Action en inopposabilité. — Compétence internationale du tribunal étranger. — Atteinte aux droits de la défense .....  | 105 |
| <b>Puissance paternelle,</b>  |     |
| Déchéance. — Loi applicable .....   | 98  |
| <b>Succession d'États,</b>  |     |
| Concession de travaux publics conclus avec l'Etat français. — Résolution unilatérale par l'Etat algérien successeur de l'Etat français. — Responsabilité de l'Etat français ..... | 95  |
| <b>CHRONIQUE DE JURISPRUDENCE DE LA RÉPUBLIQUE ARABE UNIE,</b>  |     |
| par Y. LISANI DE BRILLEFONDS .....  | 109 |
| <b>Divorce,</b>   |     |
| Conjoint égyptien. — Loi applicable. — Loi confessionnelle (oui). — Loi nationale (oui) .....   | 109 |
| <b>Jugement étranger,</b>   |     |
| Tribunal étranger et tribunal égyptien également compétents. — Exequatur accordé .....  | 115 |
| <b>Régime matrimonial,</b>  |     |
| Loi applicable. — Effet du mariage. — Rattachement au statut personnel. — Loi nationale du mari .....   | 111 |
| <b>Succession,</b>  |     |
| Testateur de nationalité grecque. — Legs de l'usufruit d'immeubles situés en R.A.U. — Validité du legs. — Loi applicable .....  | 112 |
| Liquidation. — Biens situés en R.A.U. — Application de la loi égyptienne .....  | 113 |
| <b>CHRONIQUE DE JURISPRUDENCE TUNISIENNE,</b>   |     |
| par Mohamed CHARFI .....  | 118 |
| <b>Adoption,</b>  |     |
| Effets. — Nom de l'adopté. — Loi applicable. — Loi nationale commune des adoptants et de l'adopté .....   | 125 |
| <b>Conflit de juridictions,</b>   |     |
| Compétence des tribunaux tunisiens. — Règles d'ordre public. — Étranger ayant un représentant en Tunisie. — Convention non applicable .....                                       | 129 |
| Compétence internationale des tribunaux tunisiens. — Caractère d'ordre public des règles d'où résulte la compétence ou l'incompétence .....                                       | 128 |
| Mariage célébré en Tunisie. — Compétence des juridictions tunisiennes pour connaître de l'action en divorce. — Caractère d'ordre public .....                                     | 125 |
| <b>Convention de Bruxelles du 25 août 1924,</b>   |     |
| Défaut d'adhésion de la Tunisie. — Convention non applicable .....  | 129 |
| <b>Convention judiciaire franco-tunisienne du 9 mars 1957,</b>  |     |
| Statut personnel des Français. — Italien devenu Français après son mariage. — Divorce. — Application de la loi française. — Non .....   | 123 |

**Divorce.**

- Epoux étrangers. — Loi applicable. — Loi nationale du mari  
lors de la célébration du mariage ..... 121
- Epoux étrangers. — Loi applicable. — Loi nationale du mari  
lors de la célébration du mariage ..... 123

**Immunité de juridiction.**

- Immunité diplomatique. — Renonciation. — Demande principale formée par le bénéficiaire de l'immunité. — Demande reconventionnelle. — Immunité non opposable ..... 131

**Jugement étranger.**

- Autorité de chose jugée à l'encontre de la compétence d'une juridiction tunisienne. — Non ..... 125

**Ordre public.**

- Loi italienne excluant le divorce, mais admettant la séparation de corps. — Contrariété à l'ordre public tunisien. — Non ..... 121
- Loi italienne excluant le divorce, mais admettant la séparation de corps. — Contrariété à l'ordre public tunisien. — Non ..... 123

**Succession d'Etats.**

- Convention judiciaire franco-tunisienne du 9 mars 1957. — Effet du classement du dossier par les juridictions françaises .. 118
- Convention judiciaire franco-tunisienne du 9 mars 1957. — Pension alimentaire accordée par un tribunal français de Tunisie. — Révision. — Loi applicable. — Loi française ..... 118

**CHRONIQUE DE JURISPRUDENCE AUTRICHIENNE,**

- par IGDAZ SEIDL-HOHENVELDERN ..... 132 133

**Confiscation.**

- Biens autrichiens en Yougoslavie. — Preuve. — Transfert de l'actif et du passif ..... 136 137
- Biens autrichiens situés en Yougoslavie. — Erreur sur la nationalité de l'intéressé ..... 138 139
- Biens autrichiens situés en Yougoslavie. — Société anonyme italienne dont l'actionnaire unique est autrichien. — Dommages-intérêts (non). ..... 138 139
- Biens autrichiens en Yougoslavie. — Obligation d'acquitter l'impôt sur les successions sur les règlements de dédommagement ..... 140 141
- Droits d'actionnaires d'une société anonyme hongroise. — Infraction contre l'ordre public autrichien. — *Communio incidens* des actionnaires. — Renonciation d'un actionnaire hongrois à sa part dans la *communio incidens* en faveur de la S.A. nationalisée ..... 142 143

**Conflit de juridictions.**

- Compétence judiciaire pour les biens. — Déchéance uniquement en cas de stipulation expresse ..... 160 161

**Contrat.**

- Contrat entre personnes privées. — Exclusion des règles de droit autrichiennes impératives (non) ..... 156 157
- Déclaration de cautionnement à l'égard d'une firme étrangère. — Qualification ..... 158 159
- Refus d'une autorisation d'importation ..... 156 157

**Divorce.**

- Loi applicable ..... 154 155
- Obtention frauduleuse d'un jugement par nomination injustifiée d'un curateur ..... 156 157

**Douanes.**

- Intégration économique. — Effet sur la présomption d'une fraude douanière ..... 146 147

**Droits de l'Homme.**

|  |     |     |
|--|-----|-----|
| Convention européenne des droits de l'Homme. — Article 13 <i>self-recruiting</i> (non) .....   | 146 | 147 |
| Convention européenne des droits de l'Homme. — Expulsion d'un étranger pour des manifestations de tendance national-socialiste ..... | 148 | 149 |

**Etat civil.**

|   |     |     |
|---|-----|-----|
| Nom. Femme mariée. — Nom du mari syrien ..... | 154 | 155 |
|---|-----|-----|

**Etrangers.**

|   |     |     |
|---|-----|-----|
| Expulsion d'un touriste étranger. — Droit d'asile (non). — Convention de Genève sur les réfugiés. — Application à des personnes persécutées pour des actes terroristes au Sud-Tyrol (non) ..... | 150 | 151 |
| Expulsion pour condamnation à l'étranger .....  | 152 | 153 |

**Faillite.**

|  |     |     |
|--|-----|-----|
| Administrateur de faillite étranger. — Droit à l'exercice des créances en Autriche (non) ..... | 144 | 145 |
|--|-----|-----|

**Filiation.**

|  |     |     |
|--|-----|-----|
| Demande en reconnaissance de paternité. — Résidence du père à l'étranger. — Tribunaux autrichiens compétents ..... | 154 | 155 |
|--|-----|-----|

**Guerre.**

|   |     |     |
|---|-----|-----|
| Emigration. — Déplacement sous la contrainte (non) .... | 134 | 135 |
| Persécution par le national-socialisme .....            | 134 | 135 |

**Impôts et contributions.**

|   |     |     |
|---|-----|-----|
| Double imposition entre l'Autriche et les Etats-Unis .... | 146 | 147 |
|---|-----|-----|

**Infraction.**

|  |     |     |
|--|-----|-----|
| Espionnage économique en faveur d'entreprises d'Etat ou d'entreprises privées étrangères. — Caractère répréhensible du soutien apporté à un service secret d'information causant un préjudice à l'Autriche ..... | 144 | 145 |
| Principe de territorialité .....   | 144 | 145 |

**Nationalisation.**

|  |     |     |
|--|-----|-----|
| Banque autrichienne en Tchécoslovaquie. — Réclamation contre les biens autrichiens de cette banque résultant d'investissements de capitaux. — Conversion monétaire ..... | 140 | 141 |
|--|-----|-----|

**Nationalité.**

|   |     |     |
|---|-----|-----|
| Existence de la nationalité autrichienne entre 1938 et 1945 | 132 | 133 |
|---|-----|-----|

**Passeport.**

|                |     |     |
|----------------|-----|-----|
| Validité ..... | 148 | 149 |
|----------------|-----|-----|

**Réfugiés.**

|  |     |     |
|--|-----|-----|
| Convention sur les réfugiés. — Condamnation pour entrée interdite (non). — Absence de procédure légale pour la constatation de la qualité de réfugié ..... | 148 | 149 |
|--|-----|-----|

**Succession d'Etats.**

|  |     |     |
|--|-----|-----|
| Monarchie austro-hongroise. — Succession de l'Autriche aux droits et obligations (non) ..... | 132 | 133 |
|--|-----|-----|

**Testament.**

|  |     |     |
|--|-----|-----|
| Exécuteur testamentaire selon le droit anglais. — Acquisition des biens héréditaires (non) ..... | 158 | 159 |
|--|-----|-----|

**Traités internationaux.**

|  |     |     |
|--|-----|-----|
| Traité de 1955. — Renonciation de l'Autriche à des créances contre l'Allemagne. — Dédommagement par l'Autriche de citoyens autrichiens (non) ..... | 136 | 137 |
|--|-----|-----|

## PRATIQUE DES ETATS

## Pratique comparée des Etats en matière internationale.

|                            |     |
|----------------------------|-----|
| par Laurent LUCCHINI ..... | 162 |
| La Francophonie .....      | 162 |

## Documents

## CONVENTIONS INTERNATIONALES PUBLIÉES ET TEXTES LÉGISLATIFS OU RÉGLEMENTAIRES PROMULGUÉS EN FRANCE.

## Biens.

|   |     |
|---|-----|
| Convention entre la France et Cuba, signée à La Havane, le 16 mars 1967, relativement à l'indemnisation des biens, droits et intérêts français à Cuba, affectés par les lois et mesures édictées par le Gouvernement révolutionnaire de la République de Cuba au cours de la période du 1 <sup>er</sup> janvier 1959 au 16 mars 1967 (publiée en France par décret n° 67-853 du 20 septembre 1967 : <i>J.O.</i> 4 octobre 1967) ..... | 172 |
|---|-----|

|   |     |
|---|-----|
| Convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République Arabe Unie concernant le règlement des problèmes relatifs aux patrimoines des ressortissants français, situés sur le territoire de la République Arabe Unie, du protocole et des deux échanges de lettres signés le 28 juillet 1966 (Publiés en France par décret n° 67-874 du 4 octobre 1967 : <i>J.O.</i> 8 octobre 1967) ..... | 173 |
|---|-----|

## Emprunts.

|   |     |
|---|-----|
| Accord entre la France et l'Italie sur le règlement de certains titres d'emprunts italiens, signé le 2 juin 1964 (Publié en France par décret n° 67-961 du 27 octobre 1967 : <i>J.O.</i> 1 <sup>er</sup> novembre 1967) ..... | 182 |
|---|-----|

## Hôtellerie.

|   |     |
|---|-----|
| Convention européenne du 17 décembre 1962 sur la responsabilité des hôteliers quant aux objets apportés par les voyageurs (Publiée en France par décret n° 67-973 du 19 octobre 1967 : <i>J.O.</i> 5 novembre 1967) ..... | 184 |
|---|-----|

## Impôts et contributions.

|  |     |
|--|-----|
| Convention entre la France et la Suisse en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et protocole additionnel du 9 septembre 1966 (Publiés en France par décret n° 67-879 du 13 septembre 1967 : <i>J.O.</i> 10 octobre 1967) ..... | 187 |
|--|-----|

## O.N.U.

|  |     |
|--|-----|
| Amendement à l'article 109 de la charte des Nations Unies adopté le 20 décembre 1965 (Publié en France par décret n° 67-1011 du 16 novembre 1967 : <i>J.O.</i> 22 novembre 1967) ..... | 203 |
|--|-----|

## Sécurité sociale.

|  |     |
|--|-----|
| Echange de lettres entre la France et l'Algérie relatif au régime d'assurance sociale des étudiants du 26 juin 1967 (Publié en France par décret n° 67-823 du 13 septembre 1967 : <i>J.O.</i> 28 septembre 1967) ..... | 204 |
|--|-----|

|   |     |
|---|-----|
| BIBLIOGRAPHIE ET REVUE DES REVUES ..... | 211 |
|---|-----|

|                   |     |
|-------------------|-----|
| INDICATIONS ..... | 228 |
|-------------------|-----|